

Pratiques de l'Efficacité énergétique (EE)

—

Présentation pour le Gabon et la Ville de Libreville

**Efficacité énergétique (Voir PSGE)
dans les villes d'Afrique subsaharienne
SE4All et la Convention des maires en Afrique
Atelier –Dakar, 19-20 octobre 2015**

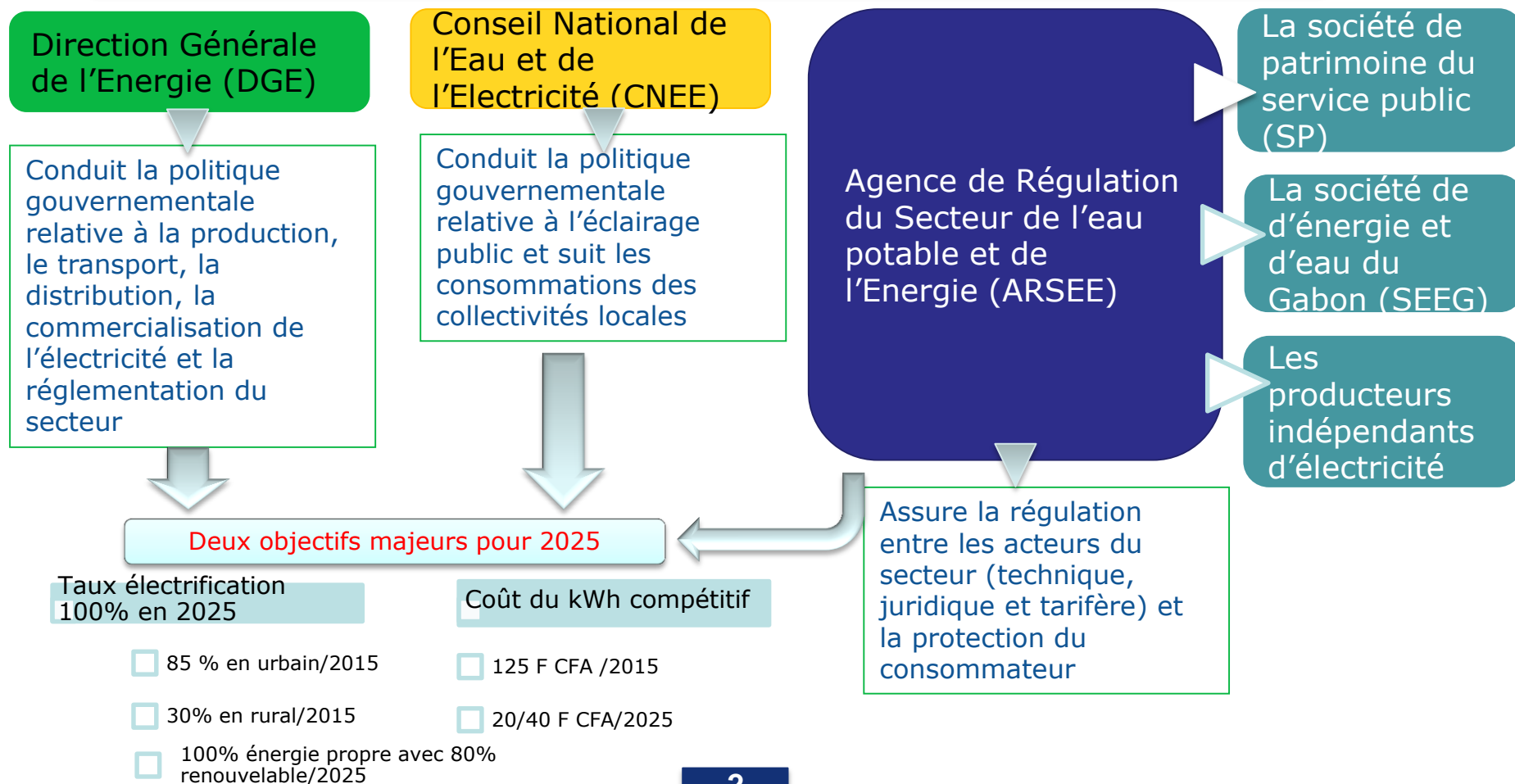


Analyse des stratégies et politiques d'EE actuelles au niveau national



Contexte national de l'Efficacité Energétique : Institutionnel et Juridique :

Ministère de l'Energie et des Ressources Hydrauliques, crée par le décret n°136/PR/MERH de 2010





Analyse des stratégies et politiques d'EE actuelles au niveau national



Contexte National de l'Efficacité Energétique :
Institutionnel et Juridique :

Direction Générale de l'Energie

Direction de la
Maîtrise de l'Energie

En charge de l'efficacité énergétique, du bilan énergétique national, de la réglementation et des normes du secteur

Direction de l'Electricité

En charge du développement des infrastructures d'énergie électrique

Direction des Energies
Nouvelles et
Renouvelables

En charge de la promotion et du développement des énergies nouvelles

Stratégie
Nationale pour
l'Efficacité
Energétique
(SIEG, CEE,
PNEE)

Bâtiments publics et
privés

Infrastructures et les
transports

Industrie

Eclairage public

Les
politiques les
plus
significatives
du pays

Le Programme National d'Economies d'Energie et le Plan de Réduction de la Facture Energétique des BP

Création d'un Fonds pour les
Economies d'Energies (en cours)

Programme d'Accès aux Services de
base en milieu rural (pays divisé en 4
concessions rurales)

Le Plan National Climat du Gabon
(AGEOS), volet atténuation des
EGES

Cadre juridique à renforcer : Code EE,
Code de l'Electricité (TDR disponibles)



Analyse des stratégies et politiques d'EE actuelles au niveau national

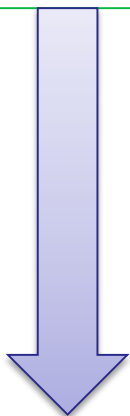


Contexte National de l'Efficacité Energétique :

Lien avec d'autres politiques publiques

Urbanisme

Décret 0261/PR portant protection de l'environnement



Chapitre 2: De l'efficacité énergétique et de l'adaptation au CC: Article 47, l'Etat impose l'efficacité énergétique dans la réalisation de toutes opérations de construction de bâtiments conformément aux normes QHE



Changement climatique

CNC: contribution identifiée en matière d'atténuation des émissions de GES (20 indicateurs DD) du secteur, suivi de PREGES cf. ODD

- Abandon progressif du torchage de gaz
- Centrales hydroélectrique placée en base
- Abandon progressif des thermique diesel/fioul lourd

Energies renouvelables

- Etude d'évaluation des potentiels solaires et éolien par l'installation de deux stations météo: collecte des données depuis 2013
- MTI kits solaires modulaires télé communicants (concept)
- Prototype de Village numérique à énergie solaire (école Internet, centres télémédecine, administratif)



Développement local

- Projet de développement de plateformes multifonctionnelles (PNUD),
- Projet d'accès aux services de base et de pérennisation des équipement en milieu rural (BM)
- Projet de MTI et de TEGER (TDR ok)



Large implication des collectivités locales attendue sur la gestion et l'exploitation des CAGR ou de Concessions rurales (contrôle du service fait



Analyse des stratégies et politiques d'EE actuelles au niveau des villes



Politiques Nationales sur le Rôle des Villes

Ministère de l'Intérieur et de l'Administration du Territoire

Mairie de LBV: Conseil
Municipal, Le Bureau du Conseil

Collectivités locales: Conseils
Départementaux et les Bureaux des
Conseils

Loi 001/2014/15 juin 2015 relative à la décentralisation

Principe de base 2:
Transfert des ressources

Principe de base 1:
Transfert des compétences

**Plus d'Autonomie:
définition et d'exécution
de politique ?**

L'ETAT conçoit la politique, les stratégies et la Ville applique

Urbanisme

ANUTTC

Des politiques
d'efficacité
énergétique

CNEE, gère
l'éclairage
public

Gestion et de
réglementation
des transport

SOGATRA qui
n'applique pas
toujours la
réglementation
imposée par la
Mairie

Assainissement
de la ville

Concession entre
CleanAfrica (ETAT) et
AVERDA sur la
Collecte/Ramasage des
DMI et la lutte contre
l'insalubrité



Analyse des stratégies et politiques d'EE actuelles au niveau des villes



Rapide Panorama sur les Stratégies, Politiques et Mesure d'Efficacité Energétiques de la Ville

Sur la VILLE

**Mesures
d'Efficacité
Energétiques
Affichées**

Interdiction d'importer des véhicules de plus de 3 ans à des fins commerciales

Mise en place d'un numéro d'alerte pour nuisance sonore

Projet de valorisation des DM pour la production d'électricité (site à 30 km de LBV, 3 096 000 tonnes/an)

Implantation de lampadaires solaires photovoltaïques urbains sur 4 km



**Cellule HDV H24
Pollution sonore
+241/06 05 99 99**





Participation – Parties prenantes



Les principaux **A**cteurs **I**mpliqués dans leur rôle pour l'**E**fficacité **E**nergétiques de la **V**ille



Initiatives fortes : pas de jumelage, pas de coopération décentralisée

Conclusions : Pays, Ville (institutionnel, Stratégie et de politique, financement).

Bonnes pratiques et leçons de l'expérience

Conclusion (si possible par oral, sinon dans une diapo séparée)

Quel pourrait être le rôles des autorités locales pour l'EE ?

Doit-il être renforcé et comment ?